

**N° 01 / 2010 pénal.**  
**du 14.01.2010.**  
**Numéro 2742 du registre.**

La **Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg**, formée conformément à la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, a rendu en son audience publique du jeudi, **quatorze janvier deux mille dix**,

dans la poursuite pénale dirigée contre

**X.)**, né le (...) à (...) (Hongrie), demeurant à L(...),(...),

**demandeur en cassation,**

**en présence du Ministère Public**

l'arrêt qui suit :

---

**LA COUR DE CASSATION :**

Sur le rapport de la conseillère Madame Marie-Jeanne HAVE et les conclusions de l'avocat général Marie-Jeanne KAPPWEILER ;

Vu le jugement rendu le 30 avril 2009 sous le numéro 1371/2009 par le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, septième chambre, siégeant en instance d'appel en matière de police ;

Vu le pourvoi en cassation déclaré le 26 mai 2009 par **X.)** au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg;

Attendu que selon l'article 43 de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation, la partie condamnée qui exercera le recours en cassation devra, à peine de déchéance, déposer au greffe où sa déclaration a été reçue, un mémoire signé par un avocat à ce qualifié ;

Attendu que X.) n'a pas déposé de mémoire ;

Qu'il en suit que le pourvoi est frappé de déchéance ;

**Par ces motifs :**

déclare X.) déchu de son pourvoi et le condamne aux frais de l'instance en cassation, les frais exposés par le ministère public étant liquidés à 1,50.- €.

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg en son audience publique du jeudi, **quatorze janvier deux mille dix**, à la Cité Judiciaire, Bâtiment CR, Plateau du St.Esprit, composée de :

Marie-Paule ENGEL, présidente de la Cour,  
Léa MOUSEL, conseillère à la Cour de cassation,  
Marie-Jeanne HAVE, conseillère à la Cour de cassation,  
Astrid MAAS, conseillère à la Cour d'appel,  
Roger LINDEN, conseiller à la Cour d'appel,  
Marie-Paule KURT, greffier à la Cour,

qui, à l'exception du représentant du ministère public, ont signé le présent arrêt.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Madame la présidente Marie-Paule ENGEL, en présence de Madame Jeanne GUILLAUME, avocat général et Madame Marie-Paule KURT, greffier à la Cour.